Parti Socialiste
Congrès national de Pau
31 Janvier, 1er et 2 février 1975

Sommaire

Le président (André Jeanson)..... 1
Louis Mexandeau 1
Raymond (Alpes de Haute Provence) 2
Paul Lussault (Indre-et-Loire) 2
Jean-Pierre Chevènement (Territoire de Belfort)..... 4
Arthur Notebart 15
Marie-Thérèse Eyquem 17
Gaston Defferre (Bouches du Rhône) 21
Louis Mermaz (Isère) 26

Séance du samedi 1er février 1975 (matinée)

La séance est ouverte sous la présidence de André Jeanson, assisté de :
Christiane Mora (Indre-et-Loire), Enier (Haute-Garonne), Clermont (Tarn) et Sérusclat (Rhône).

Le président (André Jeanson)

Mes chers camarades, nous allons reprendre le débat général ouvert hier en fin d'après-midi.
Nous allons, si vous le voulez bien, d'abord entendre le camarade Mexandeau qui va nous faire un court rapport sur les travaux de la Commission des résolutions.

Louis Mexandeau

Chers camarades, la Commission des résolutions s'est réunie de 22 h 30 hier soir à 1 h 30 ce matin, sous la présidence de François Mitterrand. Il y a eu un échange assez long sur la façon d'aborder et de conduire les débats.
Ensuite, les camarades de la motion n°2, après avoir déclaré que la recherche d'un accord devait intégrer à la fois la question de la ligne politique et celle de la direction, ont estimé que le texte n°l, majoritaire, pouvait servir de base à condition d'être amendé. Sur ce point, les camarades de la motion n°l ont posé un certain nombre de questions.
Ensuite, les signataires du CERES ont donné lecture d'une série d'amendements, 21 exactement, que certains esprits malicieux d'ailleurs, ont cru devoir comparer aux 21 conditions d'un autre Congrès... (rires et mouvements divers)...

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Lionel Jospin, à son tour, a donné connaissance du rapport dont la préparation lui avait été confiée et concernant les rapports entre le Parti Socialiste et le Parti Communiste français.
Les choses en sont là. La Commission des résolutions se trouve donc en face d'une série d'amendements, d'une part, et, d'autre part, d'un rapport. Il était bien entendu à 1 h 30 trop tard pour aborder les détails de la discussion, et la Commission des résolutions se réunira à nouveau ce soir.

Le président - Nous continuons la discussion d'hier en donnant la parole à Raymond.

Raymond (Alpes de Haute Provence)

Mes chers camarades, la fédération des Alpes de Haute Provence, dans le vote des différents textes, s'est déterminée sur les textes 1 et 2 ; le vote du Congrès va dans le même sens. Doit-on pour cela en conclure que tous les autres textes soient à rejeter ? Tel n'est pas l'avis de mes camarades.
Aussi, m'ont-ils mandaté pour vous demander de faire en sorte que la Commission des résolutions reprenne dans le texte final le passage du texte 3 relatif à la laïcité... (applaudissements)
C'est à l'unanimité que notre fédération a décidé cette démarche et elle souhaite entraîner une large majorité dans ce Congrès.
(Applaudissements)

Le président - La parole est au camarade Lussault.

Paul Lussault (Indre-et-Loire)

Chers camarades, notre débat de ce matin s'inscrit dans un moment où, le rapport de Mexandeau vient de le préciser, la Commission des résolutions du Congrès travaille à partir de résultats du vote des militants dans les sections. Il est donc nécessaire de s'attacher plus au problème de demain qu'au problème d'hier.
Cependant, et d'une manière brève, je veux préciser quelle est, selon nous, selon les militants du courant n°4 de Grenoble, du courant unitaire de lutte de classes, quelle est la conception que nous avons en ce qui concerne la présentation des textes aux militants.
Nous pensons en effet qu'un texte proposé enregistre l'action passée et sa conformité au texte du Parti. Il propose - deuxième objectif - une politique conforme aux possibilités actuelles du Parti. Il appartient donc, devant les militants et devant le Congrès, à chaque courant, de juger si l'action passée a été satisfaisante, - et on peut penser qu'elle a dû l'être puisque les rapports statutaires du Poing et la Rose n°34 faisaient preuve d'une belle unanimité, d'un bel unanimisme -, si donc l'action passée était satisfaisante et si les projets conviennent au Parti tel qu'il est, en fonction notamment, aujourd'hui, des

Fondation Jean Jaurès

conséquences politiques de la crise du capitalisme.
Il appartient aussi à chaque courant de juger si ses choix idéologiques propres, si ses préoccupations politiques majeures, peuvent s'intégrer à un texte. Si cela est, et nous avons, en ce qui nous concerne, jugé que cela est, un texte commun est rédigé.
Ce texte commun enregistre en fait le mouvement du Parti depuis le dernier Congrès. Il tient ainsi compte du débat idéologique qui est permanent entre les courants et qui ne se limite pas aux périodes du Congrès ; il tient compte de la réalité politique du Parti.
Dans ces conditions, pour nous, deux textes signifient deux politiques différentes, et pour ne prendre qu'un exemple, je voudrais examiner ici le problème de la politique unitaire.
Nous avons eu, nous continuons d'avoir dans les sections, dans ce Congrès, un débat important sur les rapports essentiels, sur les rapports entre le Parti Socialiste et le Parti Communiste français.
Quelle est la conception de la politique unitaire ?
Elle est de réduire les différences pour le progrès de chaque Parti, pour le Progrès du Parti Socialiste, pour le progrès de l'union de la Gauche. C'est en fait la politique qui a conduit à la signature du programme commun de gouvernement, et cette politique, nous le savons, les faits nous le montrent, n'a pu exister que parce qu'il y a eu discussion entre les deux Partis sur leurs différences.
Si par contre on veut figer les différences, si par contre on se contente de la situation politique des deux Partis au niveau des choix idéologiques tels qu'ils existent actuellement, le meilleur moyen de figer ces différences c'est en fait de les masquer et, pour les masquer, de se déclarer prêts, sans autre examen des conditions du moment, de se déclarer prêts à l'action commune, sans autre possibilité de choix, sans autre possibilité de discussion.
Le résumé qui vient d'être fait caractérise, selon nous, la position des deux textes, texte 1 et texte 2. Dans le texte 1, la politique unitaire reçoit une définition conforme à celle qui a été pratiquée jusqu'à maintenant par le Parti. Dans le texte 2, une autre voie nous est proposée, une voie qui masque les différences en acceptant, dans l'immédiat, des propositions sans autre détermination. Une vérification de ceci, sous la forme un petit peu anecdotique, mais qui a son importance.
Notre camarade Sarre, parmi d'autres déclarations, a, dans la tribune du Congrès de l'Unité, étudié cette question. Il nous a dit : lorsque la solution d'un problème est difficile, pour y arriver, il faut changer les données. Qu'est-ce que cela veut dire ? Dans ce cas spécifique des rapports entre le Parti Socialiste et le Parti Communiste, changer les données par rapport à ce qu'était jusqu'à maintenant la politique du Parti, c'est bien, en fait, changer la politique du Parti. Il n'y a pas, en effet, deux politiques unitaires, il y en a une, celle qui a été pratiquée par le Parti depuis Epinay, et si l'on veut changer les données, il faut bien effectivement changer la politique.
Une précision encore. J'ai parlé ici des rapports de discussion nécessaires, selon

nous, indispensables, entre les deux Partis. Il y a un autre domaine - et des camarades se sont déjà prononcés, se prononceront encore sur ces propositions, il y a le domaine de la discussion devant les travailleurs. Il y a le domaine de la discussion entre les thèses du Parti Socialiste et du Parti Communiste, devant les travailleurs et devant l'opinion. Certains camarades nous disent - et ils ont raison de le dire - "il faut que cette discussion que nous avons sur les principaux points qui nous séparent.. - et l'énumération, je ne la fais pas chacun connaît les thèmes qui seront repris par d'autres camarades dans leurs interventions - les camarades nous disent : "il faut d'abord porter cette discussion devant les travailleurs". Nous en sommes d'accord mais, camarades, pour que la discussion soit portée seulement devant les travailleurs, ce n'est pas une solution qui permet d'avancer rapidement. Elle est une condition nécessaire pour reprendre le langage mathématique introduit par Georges Sarre, mais elle n'est pas une condition suffisante.
Le débat devant l'opinion des travailleurs est indispensable, mais la réalisation des accords politiques permettant de faire progresser l'union de la Gauche, exige le débat avec les camarades du Parti Communiste et avec le Parti Communiste. Car quel est le problème ? Le problème n'est pas seulement de régler la politique d'union de la Gauche dans cette période, il est précisément de soumettre à l'opinion des travailleurs l'idée que les deux partis associés sont capables de gouverner, pour réaliser la rupture avec le capitalisme et ceci n'existe que par accord entre les partis.
Le débat devant l'opinion des travailleurs prépare l'accord, en définit les grandes voies ; il sera ensuite approuvé, soumis à l'opinion des travailleurs et approuvé, mais il est évident qu'on ne peut pas faire l'économie de la discussion ni du débat, ni de l'accord politique avec le Parti Communiste.
D'ailleurs, et j'en terminerai là-dessus, c'est bien, je le répète, cette notion nous parait importante, c'est bien la voie qui a été suivie depuis Epinay par le Parti, c'est bien sur cette politique que le Parti a fondé l'ensemble de ses recherches, et c'est bien sur cette politique qu'il a reçu l'acquiescement d'un nombre toujours de plus en plus grand de militants, et c'est bien cette politique qui doit être menée.
La crise actuelle de l'union de la Gauche sera résolue dans le sens de la politique du Parti Socialiste telle qu'elle était pratiquée depuis Epinay. Toute autre politique, toute autre proposition nous parait devoir renverser le cours de cette politique. C'est la question qui est aujourd'hui posée au Congrès.
(Applaudissements)

Le président - Je donne la parole à Jean-Pierre Chevènement, territoire de Belfort.
(Applaudissements)

Jean-Pierre Chevènement (Territoire de Belfort)

Chers camarades, nous avons travaillé hier soir à la Commission des résolutions,

mais nous n'avons pas voulu empiéter sur le débat politique dont le lieu ne saurait être que le Congrès, devant tous les délégués.
Nous nous sommes donc bornés, à la Commission des résolutions, à déposer 21 amendements, et je précise tout de suite que cela n'a rien à voir avec les 21 conditions de Zinoviev.
(Applaudissements)
Je voudrais d'abord éclairer notre démarche, la démarche de la motion n°2, avant de préciser nos positions sur les problèmes de fond.
Ce Congrès, camarades, est un Congrès important, parce que notre Parti n'est pas n'importe quel parti. En lui réside l'avenir de notre peuple, en lui des millions de Français mettent de plus en plus leur espérance, et nous n'avons pas le droit de les décevoir.
Le moment dans lequel se tient ce Congrès est un moment grave, pour notre pays et pour l'union de la Gauche. Pour notre pays parce que celui-ci entre dans une crise profonde dont il ne sortira, nous le savons, en tant que Socialistes, qu'au prix de changements fondamentaux. C'est prévu par le programme commun de gouvernement. Dans cette situation, la Gauche unie est le recours. Seules de profondes transformations de structure à l'échelle nationale, mais aussi sur le plan international, permettront de sortir de la crise.
S'il est vrai, comme l'a dit François Mitterrand, que l'arrivée de la Gauche au pouvoir est inéluctable, la vraie question que nous devons nous poser, le vrai problème, mes camarades, le vrai débat que nous devons avoir avec nos camarades Communistes, avec toute la Gauche, avec le peuple français, il est celui des conditions dans lesquelles la Gauche va accéder au pouvoir, les conditions de la conquête du pouvoir et de son usage. Pour quoi faire ? Voilà une question décisive que nous n'avons pas le droit d'éluder.
A cet égard il est regrettable que le Parti Communiste mêle de faux procès à ce qui devrait être un véritable débat, ce que je viens de dire. Je le dis amicalement à nos camarades Communistes, le ton qu'ils emploient n'est pas le meilleur, et nous sommes placés devant cette situation que c'est à nous maintenant, de faire en sorte que jaillisse la lumière, et s'il le faut nous devrons être unitaires pour deux.
Le moment est grave pour l'union de la Gauche. Sans elle, les travailleurs sont démunis pour défendre leur emploi, leur pouvoir d'achat, et notre Parti, doit la création au Congrès d'Epinay, il y a 4 ans, a répondu à l'exigence de l'unité doit savoir que le temps de la facilité est terminé, et que peut-être il aura la responsabilité d'être le môle de l'unité.
L'objet de ce Congrès, camarades, c'est de définir notre politique pour les deux années qui viennent. C'est une affaire très importante ! Il ne s'agit pas seulement de dresser un bilan, bilan flatteur d'ailleurs, et de sombrer dans l'autosatisfaction, en mesurant le chemin parcouru, parcouru tous ensemble. Il faut regarder en avant, et cette affaire sérieuse doit mobiliser toute la réflexion du Parti. Nous avons pris un engagement dans le programme commun, comment allons-nous pouvoir le tenir ? Il ne suffit pas de dire que nous serons fidèles au programme commun, il faudra le faire. Il faudra le démontrer dans les faits, et

Fondation Jean Jaurès

pour cela armer les volontés, réunir dès maintenant les moyens nécessaires sur le plan du Parti, sur le plan politique : demain se joue aujourd'hui, c'est l'enjeu du Congrès de Pau. Et c'est pour cela que nous avons déposé une motion devant les militants.
Je voudrais dire dans quel esprit nous l'avons fait.
Nous l'avons fait conformément aux statuts, c'est la loi du Parti, c'est la proportionnelle qui veut qu'on défende d'abord ses idées au grand jour. Et j'ai assisté tout à l'heure à la résurgence un peu surprenante du courant n°4 de Grenoble... Mais on n'est plus à Grenoble, mon cher Lussault, on est à Pau. Le courant unitaire de lutte de classe... les autres ne sont-ils pas unitaires ? Y a-t-il au sein du courant n°1 plusieurs sous-courants, ruisseaux, etc.? Non, l'esprit de la proportionnelle consiste d'abord à défendre les idées qu'on a en propre, et ensuite, quand les militants se sont prononcés, on discute démocratiquement, devant tout le Congrès, pour savoir si un accord est possible ou ne l'est pas.
(Applaudissements)
Alors je sais bien qu'il y avait aussi la motion n°3 et la motion n°4 qui permettaient, aux militants de s'exprimer. Mais enfin entre nous, heureusement qu'il y a eu aussi la motion n°2, sinon où aurait été la discussion dans le Parti ? Et franchement, nos amis les journalistes s'ennuieraient s'il n'y avait pas eu cette motion n°2, et nous considérons, chers camarades…
(Sifflets et applaudissements)
... Les militants aussi se seraient ennuyés !
Alors notre manière à nous de contribuer à l'unité du Parti, c'est de débattre démocratiquement, à la base, dans un premier temps, en vue de dégager au sommet une unité dynamique dans un Congrès comme celui-là.
Cette manière de contribuer à l'unité du Parti ne fait sourire que les gens de Droite. Et si cela faisait sourire au Parti Socialiste, ce serait sûrement la preuve que la formation aurait encore quelques progrès à faire.
Nous sommes passionnément et profondément attachés à l'unité du Parti, mais, cette unité est fondée sur le dialogue, sur la délibération démocratique, et non sur une allégeance inconditionnelle donnée a priori à un certain nombre de positions.
Aujourd'hui, ce ne serait peut-être pas très grave, mais l'habitude, si elle se prenait aujourd'hui, demain pourrait être fatale.
Nous sommes des militants, nous nous disons autogestionnaires, soyons donc des autogestionnaires conséquents et faisons en sorte que le mouvement aille de bas en haut, au moins dans un premier temps.
Je comprends très bien le réflexe de beaucoup de camarades de la motion 1, et je veux leur dire que leurs motivations ne nous sont pas non plus étrangères. Nous voyons bien qu'ils ont obéi à un souci qui était celui de l'unité du Parti, que nous ne comprenons pas de la même manière, mais nous le respectons, il est légitime.
Certains ont voulu apporter leur soutien à François Mitterrand. Mais croyez-vous que nous ayons voulu manifester notre défiance ? Ce n'est pas du tout l'état d'esprit qui est le nôtre ! (Applaudissements)

Collection Jean-Pierre

Nous vous demandons, camarades, de comprendre nos motivations ; en introduisant une certaine exigence, une certaine rigueur, peut-être un soupçon d'inquiétude dans notre organisation, eh bien nous avons le sentiment de servir le Parti, de contribuer à son dynamisme et à son unité, qui ne peut être fondée que sur la libre acceptation d'une loi démocratiquement élaborée.
Donc, et pour en finir sur l'explication de notre démarche, je veux dissiper un certain nombre de malentendus.
Certains pensent que nous aurions dû nous taire, parce qu'il y avait une polémique engagée par le Parti Communiste. Certains procès d'intention peu aimables nous ont été faits. Vous savez, on pourrait les retourner : "qui fait le jeu de qui ?", etc. Ce n'est pas digne de nous. C'est la raison pour laquelle je vous épargnerai ce que moi aussi je pourrais dire dans ce domaine, et ce serait avoir une bien petite idée de la démocratie qui doit régner au sein de notre organisation que de jouer à ce petit jeu.
Nous ne devons pas craindre le débat public. Nous donnerons ainsi une leçon de démocratie qui renforcera la confiance grandissante que des millions de Français accordent au Parti Socialiste. Ce n'est pas, camarades, parce qu'il y a des problèmes que nous devons nous taire, si tel était le cas, et si pour avoir le droit à la parole il fallait réunir des conditions telles qu'il ne se pose pas de problème, la démocratie interne ne serait que le droit au bavardage.
Rappelez-vous la Yougoslavie : c'est en 1950, qu'elle décrète l'autogestion, et pourtant c'était l'heure du plus grand péril. Soyons forts, suivons cet exemple, et en dépit des nuages, donnons le spectacle d'un débat sérieux, responsable, dénué de procès d'intention. Etouffons les petits diablotins, laissons parler la voix de la fraternité au combat qui veut être la nôtre.
Deuxième malentendu, on veut opposer la motion n°2 à la motion de François Mitterrand. Je reconnais que c'était un très bon argument électoral, mais c'est fini, la campagne électorale dans le Parti; les votes sont tombés, et ce ne serait pas sérieux de poursuivre sur ce registre.
Un Congrès, ce n'est pas un référendum, et François Mitterrand sait que dans les moments difficiles et pour les grandes choses, il a pu compter sur notre soutien, et qu'il le pourrait encore le cas échéant.
(Applaudissements)
Vous connaissez ce mot de Stendhal qui dit : "on ne s'appuie que sur ce qui résiste". Alors en votant pour la motion n°2, nous n'avons nullement mis en cause l'autorité de François Mitterrand, enfin nous n'en avons pas eu l'impression. Nous n'avons d'ailleurs pas voté contre le courant Mitterrand pour une raison extrêmement simple, c'est qu'il n'existe pas.
Enfin je veux dissiper un dernier malentendu. Notre courant ne s'oppose pas à une autre gauche, dont nous discernons très mal d'ailleurs les contours; il faudrait qu'elle les définisse elle-même, une gauche qui se cacherait dans la motion n°1. Il n'y a pas de rivalité, franchement, entre le CERES et Michel Rocard, pas plus qu'il n'y a de concurrence entre Renault et Bugatti, entre une usine de série et un laboratoire de prototypes.
(Applaudissements)

Alors quel est notre but, dans ce Congrès ?
Eh bien, mes chers camarades, notre but, c'est de parvenir à un accord sur des bases politiques claires et responsables.
Vous savez, la question est extrêmement simple. Il y a deux motions qui restent en lice. Ou bien on veut, ou bien on ne veut pas ! Nous, on veut bien, et nous avons dit hier soir en déposant nos 21 amendements, dans quelles conditions. Ces amendements, vous allez les recevoir.
Nous croyons que le Parti veut l'unité. D'ailleurs il s'est prononcé pour l'unité, et nous ne voulons pas le décevoir.
Je sais que dans la réunion du courant n°1, pas mal de voix se sont élevées pour prôner la rupture de la coalition qui s'était nouée à Epinay. Moi je leur dis : vous savez, il faut être sérieux. Cette rupture aurait une signification politique profonde que vous ne devez pas ignorer, elle manifesterait clairement un choix d'orientation de politique, que vous le vouliez ou non.
Mes chers camarades, il faut dépasser les rivalités d'hommes, au demeurant légitimes, d'ailleurs inévitables, pour aller à l'essentiel, qui est d'armer le Parti pour une navigation que nous pressentons difficile dans les temps qui viennent.
Alors il est évident qu'en présentant notre motion, nous savions à l'avance que nous ne serions pas majoritaires, que par conséquent nous prenions le risque de ne pas nous trouver à la direction. D'ailleurs, franchement, ce n'est pas un métier ! Et ce risque là, eh bien de temps en temps il faut savoir le prendre. Effectivement, nous l'avons pris.
Nous disons que si politiquement nous pouvons être d'accord ensemble, nous devons travailler ensemble. Si politiquement nous ne sommes pas d'accord, eh bien la minorité doit s'incliner devant la majorité, démocratiquement... (applaudissements)... en attendant de devenir la majorité.
(Applaudissements)
Voilà pourquoi nous avons déposé notre motion : pour avoir un véritable débat. Nous avons donc refusé le tir à blanc d'une fantasia d'amendements sans conséquence, nous avons donc déposé un texte de motion. Et maintenant que nous avons ce véritable débat, nous voulons parvenir à un véritable accord.
Alors, ce sera, si vous voulez bien, la deuxième partie de mon exposé : quel accord souhaitons-nous ?
Nous souhaitons un accord politique portant sur les problèmes de fond et concernant également la manière dont le Parti sera gouverné.
L'accord politique lie, à notre avis, deux questions que j'examinerai, si vous voulez bien, dans l'ordre suivant :
Quel contenu donnons-nous à l'unité ?
Quelle est la nature du Parti que nous sommes et que nous voulons construire ?
D'abord, le contenu de l'unité.
Je disais tout à l'heure qu'il y a un véritable problème et nous ne devons pas avoir la "politique de l'autruche". Ce problème, c'est : quelle est notre réponse à la crise ? Est-ce que le programme commun y répond ? Comment pourrons-nous appliquer le programme commun ? Serons-nous capables de réunir les conditions qui nous permettront d'y parvenir ?

Au lieu d'avoir ce débat intéressant dans le Parti et dans toute la Gauche, nous avons, il faut le regretter, du fait du Parti Communiste, une mêlée confuse où les arguments employés ne sont pas toujours à la hauteur de l'exigence affirmée par nos partenaires, à savoir élever la qualité de l'Union ; s'il s'agissait d'élever la qualité de l'Union, alors nous serions pleinement d'accord, car effectivement la qualité de l'Union doit être élevée et ce n'est pas ce qui s'est passé au Chili ou au Portugal qui nous ferait penser le contraire.
Nous regrettons que nos camarades Communistes, parce que nous éprouvons des sentiments fraternels à leur égard, nous les estimons profondément, nous savons qu'ils sont capables d'un grand courage, d'un grand désintéressement, emploient trop souvent, de manière variable d'ailleurs, un ton dont j'ai dit tout à l'heure qu'il n'était pas le meilleur et dont l'effet, paradoxalement - et je le leur dis en toute amitié - est de renforcer l'anticommunisme contre lequel nous avons lutté, ensemble, au coude à coude, et contre lequel nous continuerons à lutter... (vifs applaudissements)... de renforcer l'anticommunisme dans l'opinion, mais peut-être même aussi dans nos rangs, chers camarades, et en définitive de servir ainsi les menées du Pouvoir, qui veut casser l'union de la Gauche, et qui veut casser l'union de la Gauche par tous les moyens y compris par des petits stratagèmes électoraux, en essayant de prendre la Gauche à son propre piège, en instaurant la proportionnelle et en espérant ainsi favoriser la dérive du Parti Socialiste et la distension de l'union de la Gauche pour qu'ensuite, effectivement, puisse s'instaurer cette alternance "convenable" à l'anglo-saxonne, qui n'a jamais rien changé : des conservateurs libéraux, puis ensuite des sociaux-démocrates qui gèrent le système.
Dans la société française, aujourd'hui, tout se passe comme s'il y avait une alliance objective de tous les conservatismes pour empêcher le Parti Socialiste d'être un véritable Pari Socialiste, pour le faire retomber dans l'ornière, pour faire qu'il redevienne une social-démocratie molle, malléable, utilisable par tous et, de préférence, par la bourgeoisie.
Nous sommes en droit de nous interroger quand Gaston Plissonnier déclare que "Le Parti Socialiste est, par nature, un parti réformiste," sur ce qu'il veut dire ! Que signifie ce "par nature" ? Le Parti Communiste ne semble-t-il pas se désoler de ce que le Parti Socialiste ait déjà trop changé ? On pourrait presque le croire. Se désole-t-il vraiment, comme nous, de ce qu'il n'a pas encore assez changé ?
Le Parti Socialiste peut devenir autre chose qu'une social-démocratie réformiste dans le cadre du système capitaliste. Il l'affirme et il y consacre des efforts remarquables.
Nous sommes, c'est vrai, au milieu du gué, chers camarades ; pourquoi nous le cacher ? Et la publication d'Eric Hintermann, "Socialisme 2000", qui donne la liste des municipalités modérées où se trouvent des Socialistes, montre bien ce qu'est encore, à beaucoup d'endroits, le Parti Socialiste. Je crois que nous n'avons pas intérêt à farder la vérité. C'est vrai qu'il y a des points encore négatifs, qu'il y a encore un héritage du passé, d'un passé qui est celui de la 3ème force. Mais il y a aussi des points très positifs et, l'important, c'est d'aller dans le bon sens.

Alors, est-ce que le Parti Communiste entend nous aider à traverser le gué ou, au contraire, souhaite-t-il que nous revenions sur la rive que, pour l'amour de l'unité, nous avions délaissée ?
Quand le Parti Communiste déclare que le Parti Socialiste est un parti réformiste, notre problème, chers camarades, ce n'est pas de lui donner raison, c'est de lui donner tort ! (applaudissements)
En réalité, je le dis à nos camarades Communistes, la victoire du programme commun ne peut pas se faire avec un parti Communiste qui serait révolutionnaire et un parti Socialiste qui serait réformiste ; ce serait aller, à coup sûr, à l'échec. La victoire durable du programme commun de la Gauche, ouvrant la voie au Socialisme, ne se fera que s'il existe dans notre pays un véritable Parti Socialiste qui soit un aussi bon garant de l'application du programme commun de gouvernement que le Parti Communiste déclare l'être pour sa part ! (applaudissements)
Dans le contenu de l'unité, il me semble important de poser franchement et clairement le problème du pouvoir.
Je ne crois pas qu'on puisse agir et que le Parti Socialiste puisse se déterminer comme si le Parti Communiste avait renoncé à venir au pouvoir. Je ne crois pas qu'il y ait une majorité de nos camarades pour le penser. Notre problème, c'est de venir au pouvoir avec le Parti Communiste, avec les Radicaux de Gauche, avec toutes les formations qui se reconnaîtront dans les objectifs du programme commun de gouvernement et, par conséquent, c'est de créer les conditions qui amèneront le Parti Communiste à participer effectivement à un gouvernement de la Gauche unie.
Sur ce point, une position ferme a été prise que nous approuvons. En 1973, François Mitterrand et Georges Marchais ont déclaré que, s'il y avait une majorité de gauche dans le pays, il était naturel que le Président de la République appelle un Premier Ministre de gauche. Il n'y a pas de raison de changer cette position, elle est juste, mais nous ne devons pas non plus nous dissimuler les difficultés.
Nous allons au-devant d'une épreuve de force, d'abord parce que nous ne réviserons pas comme cela la Constitution - vous savez peut-être que c'est très difficile - ensuite parce que le Président de la République tient de la Constitution de 1958 un certain nombre de pouvoirs que nous ne pourrons pas lui enlever comme cela, de sorte que nous devons nous préparer à cette épreuve de force. Nous ne confondons pas, comme le fait le texte de la motion 1, l'affrontement et la violence, je veux dire que nous ne prônons pas une solution de violence, bien au contraire nous ferons tout pour l'éviter et, pour l'éviter, il faut effectivement rassembler des forces immenses, créer un rapport de force tel que nous obligions l'adversaire à reculer, mais il faudra l'obliger à reculer, il faudra donc un affrontement, nous ne pouvons pas nous le dissimuler, d'où la nécessité d'une gauche rassemblée et d'une profonde mobilisation populaire, car la victoire électorale ne suffira pas : si l'union de la Gauche devait se rompre au pouvoir, nous savons bien que cette mobilisation populaire ne serait pas possible ou se ferait dans de telles conditions que la victoire en deviendrait problématique.

Je sais que certains caressent une hypothèse, à mon sens, un peu absurde, c'est que le Parti Socialiste pourrait devenir majoritaire à lui tout seul. Alors, on cite des sondages : un parti Socialiste qui aurait 34% des voix... D'abord, ce ne sont que des sondages, et rappelez-vous que Jupiter rend fous ceux qu'il veut perdre !.. (quelques applaudissements) En réalité, vous le savez, dans ces 34%, il y a ceux qui sont venus dans l'élan unitaire, et puis il y a aussi ceux que rassure, d'une certaine manière, la polémique actuelle engagée par le Parti Communiste, ce qui fait qu'il y a un peu "à boire et à manger" dans ces 34%, à supposer qu'il y ait 34%.

Nous disons clairement que notre renforcement, le renforcement du Parti, doit se faire sur des bases claires, sur des bases solides ; c'est comme cela que nous pourrons gagner, et pas autrement.

Il y a une autre hypothèse, qui est un peu moins absurde, mais qui est quand même très hasardeuse, qui consiste à imaginer qu'en cas de victoire de la Gauche le Parti Communiste se trouverait, de toute façon, contraint de soutenir un gouvernement Socialiste, même s'il ne voulait pas y participer. Ce cas de figure s'est déjà produit dans l'histoire : c'est le Front Populaire de 1936. Vous savez qu'en 1937, c'est la pause, en 1938, c'est Munich, en 1939, c'est la guerre, en 1940, ce sont les pleins pouvoirs au maréchal Pétain ! Eh bien! Rappelez-vous cela, camarades : le soutien parlementaire ne peut s'accommoder d'une critique incessante à la base et une telle expérience n'irait pas loin.

La seule démarche raisonnable consiste, pour nous, à dire clairement quel est l'ordre des priorités.

Nous voulons dès maintenant approfondir l'Union pour créer les conditions d'un gouvernement de toute la Gauche. On n'entraînera pas, chers camarades, le Parti Communiste contre son gré, contre sa foi profonde, contre son intérêt, contre sa logique. Si nous voulons entraîner le Parti Communiste, il faut aller dans le sens de ce qui constitue sa préoccupation légitime, de ce qui constitue sa raison d'être : non pas sa volonté de domination, qui est inadmissible, mais sa volonté de ne venir au pouvoir que pour ouvrir la voie au Socialisme, et pas pour gérer la crise, ce qui est parfaitement légitime. (applaudissements)

Mais, pour y parvenir, nous devons être nous-mêmes plus rigoureux, nous devons aller plus loin. C'est pourquoi nous faisons essentiellement deux propositions, que vous retrouvez dans la motion n°2, en vue d'approfondir l'unité, parce que telle est la question décisive aujourd'hui, deux propositions concernant l'action commune et les alliances aux prochaines élections municipales.

En ce qui concerne l'action commune, le relatif mutisme du Parti Socialiste a été jusqu'à présent compréhensible. Je ne crois pas qu'il soit tenable très longtemps. Je crois que nous devons créer un fait nouveau, nous ne pouvons pas attendre que les choses cessent pour faire des propositions, sinon cela peut durer très longtemps. Il faut aller au fond des choses.

Si nous essayons de voir quelle est l'origine profonde de la polémique engagée par le Parti Communiste, nous arrivons très vite à la conclusion essentielle, à mon sens - et je crois que je l'ai retrouvée chez Jospin hier - qu'elle se fonde sur

une conception de la transition au Socialisme propre au Parti Communiste, mais que nous ne pouvons pas admettre en tant que Socialistes. Le Parti Communiste se conçoit en tant qu'avant-garde, en tant que Parti de la classe ouvrière, Le Parti de la classe ouvrière, et cette conception se fonde sur des exemples historiques : l'U.R.S.S., j'allais dire la Yougoslavie, mais peut-être que les camarades Communistes ne s'en réclameraient pas - enfin, c'est quand même le Parti Communiste Yougoslave qui a libéré la Yougoslavie, qui a animé la résistance yougoslave - la Chine et le Vietnam. Ce sont les quatre exemples historiques. Mais il y a aussi beaucoup d'autres exemples qui ne vont pas dans le même sens dans de nombreux pays du tiers-monde et il n'y a pas d'exemple dans les pays développés qu'un processus de transition au Socialisme se soit jamais engagé dans ces conditions.

C'est pourquoi nous devons faire triompher une autre conception, notre conception Socialiste, notre conception autogestionnaire, la conception qui donne aux masses le rôle déterminant et qui accorde, sur un pied d'égalité, aux différents partis et, en particulier, au Parti Communiste et au Parti Socialiste, un rôle d'orientation. C'est l'idée d'un Socialisme pluraliste, qui figure dans le programme commun de gouvernement, et nous savons que ce n'est pas facile, comme en témoigne l'exemple du Portugal. Mais, c'est la seule voie possible. Cette conception, profondément liée à l'idée d'autogestion, qui s'oppose à la confiscation du pouvoir par une minorité - même si cette conception de l'autogestion reconnaît le rôle de ces minorités qu'on appelle les partis - permet la discussion avec le Parti Communiste, car nous n'avons jamais opposé l'auto gestion à l'unité, et encore moins au programme commun. C'est une question qui se pose, comme je l'ai dit avant-hier dans une déclaration qui a été complètement déformée et interprétée de travers... (protestations)-... à l'ensemble du mouvement ouvrier et je pense qu'il est possible de confirmer que l'autogestion peut être une finalité commune aussi bien au Parti Communiste qu'au Parti Socialiste.

Sur cette base-là, nous pensons que le Parti doit engager des campagnes communes à la base, préparées au niveau du Comité de gestion. Pas des meetings à grand spectacle, non, mais des campagnes concrètes, non pas sur des points ponctuels, mais sur de grands objectifs, ceux du programme commun de gouvernement, en vue d'approfondir l'unité.

Nous proposons donc quatre grandes campagnes à l'ensemble des forces politiques et syndicales de gauche : pour défendre l'emploi, pour défendre l'indépendance nationale, pour défendre les services publics, pour défendre les libertés... (applaudissements)...

Et nous pensons que le lancement de ces campagnes créera dans le pays une dynamique unitaire qui modifiera les données du problème tel qu'il apparaît aujourd'hui.

Voilà la première proposition que nous faisons pour approfondir l'unité. Et vous savez, il faut savoir saisir l'occasion ; c'est maintenant, et peut-être plus jamais; après.

La deuxième proposition concerne les alliances municipales. Dans le système

actuel, Chers camarades, celui du scrutin majoritaire avec listes bloquées dans les villes de plus de 30 000 habitants, nous disons que la règle normale doit être la constitution de listes d'union de la Gauche... (applaudissements)... sur la base d'un programme municipal élaboré concrètement sur le terrain, dans des actions communes, largement ouvertes à la population.

Pourquoi des listes d'union de la Gauche ? Eh bien, parce que c'est une question de crédibilité. Comment voulez-vous que nous puissions faire passer cette idée dans le peuple français si, alors que nous nous prononçons pour l'union de la Gauche au niveau gouvernemental, sur le plan de la gestion locale nous ne sommes pas capables d'y donner des prolongements ?... (applaudissements)...

Je n'ignore pas, voyez-vous, les problèmes que cela va poser, et je le comprends, humainement, cela posera beaucoup de problèmes, et Eric Hintermann a éclairé notre lanterne à ce sujet. Et c'est vrai que les intérêts légitimes du Parti, mais, au-delà du Parti, de la Gauche, doivent être sauvegardés. C'est la raison pour laquelle nous ne posons pas de conditions draconiennes, nous disons qu'il doit y avoir une discussion avec nos partenaires Communistes, et si ceux-ci avaient des exigences inadmissibles, c'est une Convention nationale extraordinaire du Parti qui devrait effectivement décider des exceptions à apporter à la règle qui, encore une fois, doit être la constitution de listes d'union de la Gauche dans toutes les communes de moins de 30 000 habitants au 2ème tour au plus tard, et dans toutes les communes de plus de 30 000 habitants dès le 1er tour... (applaudissements) …

Pourquoi cette Convention nationale extraordinaire ? Vous comprenez bien pourquoi. Il s'agit effectivement qu'il y ait une soupape de sûreté, mais il s'agit de faire que cette soupape de sûreté ne se transforme pas en échappatoire (applaudissements)

Il est évident que si le système électoral devait être modifié, la Convention extraordinaire dont j'ai parlé devrait se réunir pour déterminer une stratégie. Mais on n'est pas tenu de parler de ce qu'on ne connaît pas.

Voilà pour le contenu de l'Unité, et c'est l'enjeu principal du Congrès.

En filigrane, cependant, et très lié à cette question, il y en a un deuxième, qui concerne la nature du Parti Socialiste.

Voyez-vous, Chers camarades, je crois que sans le savoir peut-être toujours, nous détenons la solution. C'est vrai que nous, courant 2, nous disons souvent que nous voulons transcender la Social-démocratie, mais nous ne renions pas l'héritage des luttes passées, nous sommes reconnaissants à tous ceux qui nous ont précédés d'avoir mené le bon combat, et souvent de le mener encore avec nous, et nous savons que s'ils n'avaient pas été là notre place serait impossible... (applaudissements)...

Et, je le dis, nous ne sommes pas gauchistes au sens banal du terme, nous voulons simplement aller plus loin, nous voulons accomplir la vieille promesse jamais remplie, et l'Unité, le programme commun que nous avons signé, l'engagement que nous avons souscrit, eh bien, ils nous obligent à changer encore, à aller plus loin, comme il oblige d'ailleurs le Parti Communiste à changer, à aller plus loin.

Le Parti Socialiste ne peut pas se contenter d'être un parti réformiste, et la question qui se pose est de savoir s'il a suffisamment changé. Quand on dit qu'il faut qu'il change encore, qu'il y a encore du chemin à faire, on nous regarde comme si nous proférions des obscénités. Le Parti Socialiste est-il vraiment comme la femme de César, qu'on ne peut pas soupçonner ?
Chers camarades, soyons sérieux, le Parti Socialiste a fait beaucoup de chemin, mais il a encore un peu de chemin à faire... (applaudissements)...
Nous voulons faire un véritable Parti Socialiste, pas un faux Parti Communiste. Ce n'est pas la même chose, un faux Parti Communiste et un vrai Parti Socialiste. Mais pour faire un vrai Parti Socialiste, il faut deux conditions : une base de classe et un certain niveau de conscience politique.
La base de classe, vous connaissez les propositions que nous faisons :
La priorité aux entreprises qui doit se traduire dans le budget du Parti, et, disons que malgré les faibles moyens accordés jusqu'à présent, eh bien, nous avons fait un certain travail. Franchement, les petits bourgeois, Lachale, Sargeat, Sory, Guillem, Doudain, Etchevaria, je leur dis "chapeau", pour le travail qu'ils ont fait... (applaudissements)... 800 sections d'entreprises, contre 50 il y a 4 ans, il fallait le faire ! Ceci, dans l'industrie, dans les bureaux, aussi, avec ces petits bourgeois qu'on trouve dans les banques, et dans la poste, et qui ont mené les deux conflits les plus durs en 1974. (applaudissements)
Eh bien, il faut continuer, Chers camarades, et je dirai qu'il faut accélérer le rythme, car le temps nous est compté.
Niveau idéologique, politique de formation, Convention sur l'autogestion et sur les problèmes de la transition (?). Convention qui ne s'est pas tenue mais que nous devons tenir rapidement, car le niveau idéologique de notre Parti doit s'élever ! Si nous étions d'accord là-dessus, Chers camarades, eh bien, un accord politique entre les deux courants qui restent en lice deviendrait parfaitement possible, à condition naturellement que cela se traduise aussi au niveau de la Direction... je serai bref sur ce sujet... l'esprit de nos statuts, la ligne politique et son application.
Il se trouve que les trois courants qui ont été à l'origine de la motion majoritaire d'Epinay et de la nouvelle Direction de François Mitterrand se trouvent, dans le Parti, à peu près à égalité : le courant de François Mitterrand, le courant de Pierre Mauroy et de Gaston Defferre, le courant dit n°2, font à peu près tous 1/4 du Parti. Eh bien, c'est une occasion pour prendre un nouveau départ, pour instaurer une coopération loyale, pour relancer dans le Parti et dans toute la Gauche la dynamique enclenchée il y a quatre ans.
François Mitterrand avait dit, au lendemain d'Epinay - je l'ai encore dans l'oreille - que nos trois courants étaient associés ; un seul eut fait défaut, les deux autres eussent été impuissants. Eh bien, je le dis amicalement à nos amis de ce qu'on appelle "la majorité de la majorité", il ne peut pas y avoir des statuts différents, des courants honorables, présentables, et puis des supplétifs. Or, depuis deux ans, que vous le vouliez ou non, la vie a fait apparaître une alliance privilégiée entre deux courants parmi les trois courants qui étaient à l'origine d'Epinay, et je tiens à dire clairement que si vraiment vous voulez nous

enfermer dans le dilemme, soit de servir de caution, soit de servir de hampe, nous avons choisi, nous ne serons pas à la Direction, quitte à la soutenir d'ailleurs, car nous soutiendrons la ligne politique arrêtée par le Congrès s'il le faut, sans participer, mais en exerçant le contrôle, par ce que la fonction de contrôle dans un parti comme le nôtre peut être extrêmement utile, et il y aurait beaucoup de choses à dire, que je ne dis pas... (applaudissements)...
J'en ai fini, chers camarades. Et inutile de vous dire que je ne souhaite pas cela, ce ne serait pas l'intérêt du Parti. Vous pouvez nous y contraindre, vous avez 68% des mandats, mais je ne pense pas que ce serait répondre à la volonté du Parti, je ne pense pas que ce serait servir la Gauche, je pense que nous devons maintenant travailler avec sérieux, et pour travailler avec sérieux nous devons rassembler, rassembler le Parti en faisant enterrer les chicanes, en laissant parler finalement la voix de l'amitié qui est profonde entre nous, quels que soient les courants, et en laissant parler la voix du combat. Quand ce combat est un grand combat, et c'est un grand combat, nous devons rassembler la Gauche, nous devons rassembler les travailleurs, notre peuple, les forces progressistes du monde entier. Nous ne devons pas nous laisser isoler ; l'unité, c'est un pari, un pari ambitieux que nous devons tenir, Socialistes, Communistes, en nous montrant capables d'imagination, capables de changer tous ensemble, fraternellement, au coude à coude, parce que nous sommes comptables d'une immense espérance devant les travailleurs, et ceux-ci ne nous pardonneraient pas de la faire retomber. Rappelez-vous, rappelons-nous, Chers camarades, que le Socialisme n'est la propriété de personne, c'est un service.
(Applaudissements)
(Applaudissements vifs et prolongés)

Le président - La parole est à Arthur Notebart. Ensuite la parole sera donnée à Marie-Thérèse Eyquem.

Arthur Notebart

Mes chers camarades, au moment où le Parti Socialiste ouvre largement ses portes, et parfois sans précautions préalables, à toutes les bonnes volontés, formées ou non au combat politique, une interprétation unilatérale et discutable des statuts a exclu pratiquement du déroulement régulier du Congrès des minorités respectables dans leur composition et leur expression. L'arithmétique évoquée nous a exclus. Mais, convaincus que leur courant est ici sous-évalué, des militants, signataires du texte 4, tous chevronnés, ainsi frappés d'ostracisme, regrettent un artifice de procédure, dont ils souhaitent qu'il soit le dernier et que la démocratie dont se réclame le Parti ne soit pas un faux-semblant Ils ne peuvent, dans ces conditions, que refuser de participer au Congrès, mais, militants disciplinés, ils respecteront les décisions, et ils tiennent cependant à préciser, pour leurs camarades de combat, ce qu'ils auraient souhaité soumettre à l'intention et à la réflexion du Congrès.
Ils rappellent tout d'abord qu'ils ont adhéré au Parti Socialiste, et au Parti

Socialiste seul. Si, au gré de l'actualité, de nos luttes et de nos statuts changeants, ils ont soutenu certains courants de pensée qui correspondaient pour un temps à leurs intimes convictions, ils n'entendent pas être clichés, figés, cloués, prioritaires une fois pour toutes dans des tendances. Tous les affrontements ne sont pas sans mérite mais limitent la capacité de lutte de tout le Parti.

Pour éviter toute interprétation erronée de leurs propositions, ils réaffirment leur adhésion au programme commun, à la stratégie unitaire de la Gauche unie, et leur volonté de rupture avec la société capitaliste.

Ils redisent avec force qu'il ne saurait être question pour eux d'aider, par l'union sacrée, la bourgeoisie à maintenir ses positions dominantes, et par là même d'infliger à la classe ouvrière de nouveaux sacrifices, de gérer loyalement un capitalisme en crise, contre les droits du monde du travail. Mais nous voulons dire également que le refus de répondre à la polémique insistante que le Parti Communiste s'est désormais donnée, n'est plus possible dans l'instant même, dans l'intérêt même de la qualité de l'union de la Gauche, et surtout dans notre lutte contre le Pouvoir actuel.

Les pressions extérieures que supporterait le Parti Communiste, les hypothèses sur les appréhensions qu'il nourrirait devant notre développement, ou son refus de gérer la crise, nous paraissent moins important que les craintes que nous avons suscitées dans certaines de nos demandes ou affirmations.

Avec le Parti Communiste, nous le répétons, nous voulons avec loyauté conjuguer le verbe "unir", au présent et au futur. Mais nous ne voulons pas, sous un matraquage quotidien, assumer le passé du Parti Communiste; qui équivaudrait à condamner tardivement les camarades qui, à Tours, et depuis 50 ans, ont fait de la scission notre légitimation en tant que Parti. Comme il ne saurait être question d'accepter un alignement, une soumission aux propositions Communistes, tant au niveau tactique, c'est-à-dire d'opportunité, qu'au plan stratégique, c'est-à-dire du modèle de société.

Le droit à la différence hérité de l'histoire dicte notre règle, notre comportement. De même nous constatons que les assises du Socialisme ont débouché, sans que d'ailleurs tout le Parti y ait été associé autrement que pour approuver ou rejeter un projet social qui n'est pas sans défauts, même pour quelques-uns d'entre nous.

L'absence de référence au programme commun de la Gauche, et non son évocation orale, la définition de la lutte de classes, le recours à une finalité autogestionnaire, au demeurant encore incertaine, font question.

L'opportunité et la volonté de sauvegarder devant les 13 millions de Français qui ont fait confiance, il y a si peu de temps, à l'image d'une gauche unie, étaient justifiées hier, elles ne le sont plus aujourd'hui. Il faut ouvrir le débat sur ces questions et quelques autres d'ailleurs, vous le ferez plus vite que vous ne le pensez et vous le savez.

Les points de passage au Socialisme que des exemples extérieurs ont mis à nu ne peuvent plus être laissés dans l'ombre.

Nous voulions aussi poser devant le Congrès le problème de la crise du

Fondation Jean Jaurès

capitalisme et de la crise de la société que nous vivons. Le programme commun est un programme de législature, visant à une rupture avec le système précédent. Il faut l'appliquer à ce titre. Nous savons qu'il n'est qu'une étape dans la construction du Socialisme ; il importe donc d'aller plus loin dans l'analyse et les propositions de la Gauche unie, ce qui est le contraire de la remise en cause de ce programme commun.
On voit mal, devant nos propositions qui constituaient selon nous, un enrichissement pour la vie et la pratique du Parti, en dehors de toute préoccupation partisane, que nous ayons pu être délibérément ignorés. Certaines signatures appuyant d'autres motions que la nôtre, par leur rapprochement avec un passé récent, nous amusent davantage qu'elles ne nous indignent.
Nous disons notre profonde conviction de militants disciplinés, engagés depuis longtemps, militants qui ne se sont jamais égarés, fut-ce un court instant, dans des sentiers parallèles et parfois hostiles au Parti Socialiste, et dont le dévouement, voire la fidélité au Parti reste entier : parce que les problèmes et les hommes changent, notre certitude est absolue, que le combat que nous menons contre les tendances et leur excès ne restera pas sans écho, convaincus que le Parti en saisira l'importance et les dangers, et nous lui faisons confiance en la matière.
De même, nous pensons que la volonté de rassembler au prix de mariages impossibles des hommes de tendances opposées pour garantir une majorité est une erreur. Les jours qui viennent le démontreront plus tôt que certains ne se l'imaginent : la mutation ne se confond pas avec la chasse aux sorcières et la bousculade à gauche. La porte de ce côté est étroite et si les décisions s'imposent aux yeux du Parti, alors que la règle soit égale, mais encore faudrait t-il en examiner le prix par avance.
Mais les générations se suivent, leur adhésion au Socialisme est plus ou moins motivée ou enracinée, il nous faudra les former pour faire face à nos responsabilités de demain. Pour notre part, le combat Socialiste continue, nous resterons avec vous dans ce combat au poste que nous aura confié le Parti, confiants dans les destinées du Socialisme lui-même.
(Applaudissements)

Le président - Une information : les camarades Lafaille (?) et Debout proposent une réunion ce soir à 21 h salle 3 sur le thème : médecine et santé. Ils appellent tous les médecins et camarades intéressés à ces problèmes à y participer.
La parole est à Marie-Thérèse Eyquem. Ensuite à Gaston Defferre.

Marie-Thérèse Eyquem

Chers camarades, nous avons donné hier une conférence de presse sur les problèmes féminins ; nous nous sommes senties un peu seules. Nous avons pu en conclure que la fascination exercée sur ce Parti par les courants de pensée était supérieure à celle que pouvait exercer la condition féminine !
Nous avons rappelé aux journalistes l'essentiel des principes Socialistes : pour le

Socialisme, leur avons nous dit, la démocratie ne saurait être réservée à une catégorie de citoyens dont les autres seraient exclus. Tout individu a le droit d'être traité démocratiquement, quels que soient son âge, son sexe, sa race. Chacun doit pouvoir réaliser les aspirations communes à tous les êtres humains.
Je précise que cette définition a été donnée par le professeur Jacob, il y a quelques jours, à la télévision pour définir ce qu'est l'égalité.
Les femmes ne demandent pas de cadeaux, elles demandent tout simplement à être traitées démocratiquement, c'est ce qui est explicitement dit dans le programme du Parti Socialiste. (applaudissements)
Nous avons parlé rapidement de la démocratie dans la famille. La fixation, que nous appelons traditionnelle, des rôles, n'est pas justifiée par l'égalité respective des personnes. Elle a d'ailleurs varié dans le temps. Jusqu'au 18ème siècle, les femmes étaient jugées incapables d'être pour leurs enfants de bonnes éducatrices, et l'éducation des enfants était à peu près exclusivement prise en charge, au moins à partir de la 3ème année, par le pater familial. Aujourd'hui, ce pater familial a dû perdre ses dons d'éducateur et, par contre, la femme est l'éducatrice née, c'est dans sa nature... ce qui permet dans trop de familles de confier l'exclusivité de l'éducation des enfants à la femme, alors qu'en réalité l'enfant doit être élevé par son père et par sa mère.
Nous avons été partisans de l'autorité parentale. Vous me direz qu'une loi a été votée le 4 juin 1970 ; nous avons démonté cette loi et montré qu'en réalité elle ne consacrait pas une véritable autorité parentale.
La liberté doit être le bien de tous, il n'appartient pas au gouvernement d'aliéner la liberté des femmes, en pesant sur le choix de leur activité et sur la planification de leur famille, mais il doit tenir compte des droits des hommes et des femmes à un travail de poids à peu près égal, de juste rémunération, à des loisirs pour les uns et les autres, de détente et d'enrichissement et, enfin, il doit tenir compte des droits des enfants à l'éducation et à la formation.
Nous avons ensuite parlé de la démocratie dans le travail. Il s'agit de donner à chacun ce qui correspond à la qualité et à la quantité de son travail. Les femmes ne sont, ni préparées professionnellement, ni payées, ni recyclées, ni promues comme elles le méritent, pour le plus grand profit de ceux qui les emploient.
Un patron paternaliste, ce qui est un pléonasme, disait : admirable vocation des brodeuses à devenir monteuses de transistors !
Chers camarades, je voudrais... je vous serais reconnaissante vraiment de bien vouloir pendant les cinq ou dix minutes qui me sont accordées, si vous avez des conversations à poursuivre, de les poursuivre en dehors de cette enceinte.
(vifs applaudissements)
Le pouvoir a pris des mesures, des demi-mesures démagogiques. La loi sur l'égalité des salaires n'est pas appliquée, nous avons dit pourquoi, parce que la texture même de cette loi la rend absolument inapplicable. Ou bien le pouvoir prend des mesures discriminatoires qui le dispensent de ses devoirs et altèrent la condition de la femme.
Les mesures prises par le pouvoir pour améliorer la condition féminine l'ont toujours été sous la pression de l'opinion ou pour des raisons électoralistes.

Sous la pression de l'opinion, rappelez-vous la loi sur l'avortement ; il y a eu Bobigny, des sondages, on a compris que la majorité des femmes était favorable à cette loi, on l'a donc votée, et je vous rappelle d'ailleurs que la Gauche a permis à cette loi d'être votée ; même chose en ce qui concerne la filiation, c'est encore sous la pression de l'opinion que l'on a déclaré égaux les enfants naturels, comme si tous les enfants n'étaient pas naturels, et les enfants dits légitimes.
Et puis, c'est encore par démagogie pour l'opinion que l'on a constitué un secrétariat d'Etat à la condition féminine.
En ce qui concerne les mœurs, nous nous sommes contentés de dire qu'il ne saurait exister une morale pour les hommes et une pour les femmes.
J'insiste sur ce qui suit : l'objectif que s'assigne une société, le profit pour les capitalistes, la justice pour les Socialistes déterminent absolument le sort de ceux qui sont défavorisés, par conséquent celui des femmes. C'est dire que la Droite et la Gauche donneront au problème de l'infériorisation injustifiée de la femme des solutions complètement différentes. Passer de François Mitterrand à Giscard d'Estaing, même si l'on s'occupe de la condition féminine, c'est en réalité faire un choix de société et c'est aller vers des solutions totalement différentes. (applaudissements)
Pour la Droite, la femme existe par rapport à... elle et l'autre... écoutez l'admirable déclaration de Jean Foyer : "Si l'homme tire sa dignité et sa sécurité de son emploi, la femme doit l'un et l'autre au mariage". Une femme sur trois étant seule dans ce pays, elle n'a de fait droit ni à la sécurité, ni à la dignité.
Lisez les déclarations faites par le Monde en particulier, par Mme Missoffe sur la nature de la femme.
La nature de la femme, les biologistes se sont cassés les dents là-dessus, Jean Rostand affirme qu'il n'y a pas de nature féminine, mais Mme Missoffe est probablement plus savante que Jean Rostand, et elle déclare, en effet, que c'est la nature de la femme que de défendre la tradition. Or, il faut croire que la nature féminine doit changer, puisque aux élections présidentielles, les femmes, qui ont voté pour le candidat unique de la Gauche ont été bien plus nombreuses qu'elles ne l'avaient jamais été.
D'aucuns s'élèvent contre le désir de la femme d'égalité, l'accusant de vouloir nier ses différences et de chercher à devenir comme les hommes. Or, la demande d'égalité est précisément la reconnaissance de différences. Lorsque les travailleurs immigrés demandent l'égalité avec leurs camarades français, il existe des différences entre les immigrés et les travailleurs français.
La demande d'égalité est basée sur quoi ? Sur le fait que les uns et les autres sont des êtres humains. Les femmes ne veulent pas devenir comme des hommes dans le sens masculin du terme, mais dans la mesure où les hommes réalisent mieux qu'elles leur virtualité d'êtres humains, ce qu'elles sont autant qu'eux.
Enfin, le pouvoir considère les femmes comme une base de manœuvre, nous le voyons aujourd'hui avec les licenciements qui les touchent essentiellement, nous le voyons également lorsque, en période de prospérité, les mass médias exerçaient une pression sur les femmes consommatrices pour qu'elles achètent

le plus possible, faisant d'elles des cigales, alors que maintenant il leur appartient d'économiser le plus possible, les voilà contraintes à devenir des fourmis !
J'en ai terminé, mes camarades, et je voudrais simplement dire que je vous renvoie au programme du Parti Socialiste, où d'excellents principes sont affirmés et un excellent programme établi.
De plus, le Parti Socialiste est le seul à reconnaître dans son propre sein l'égalité des hommes et des femmes, puisque l'article 6 de ses statuts stipule que les postes de responsabilité seront attribués aux hommes et aux femmes, selon leur importance réciproque dans le Parti.
Nous avons l'intention de participer, nous, à l'année internationale de la femme. Nous avons l'intention d'organiser une journée nationale, au cours de laquelle, dans les sections, dans les fédérations, sur le plan national, à l'occasion d'actions ponctuelles, d'expositions, de colloques, de réunions politiques ou de réunions artistiques, nous traiterons des femmes et du Socialisme.
Au cours de cette année également - je vais vite - nous établirons, à la demande de Gaston Defferre, nous avons déjà commencé, une proposition de loi est déposée, des projets de lois couvrant l'ensemble des problèmes de la condition des femmes.
A la fin de la conférence de presse, deux de nos camarades sont intervenues, l'une, Nicole Fay (?), pour critiquer l'action du secrétariat d'Etat à la condition féminine, l'autre, Yvette Fuillet, pour dénoncer l'information du pouvoir concernant les femmes, notamment à travers les mass média. Notre amie, Denise Cacheux a insisté sur l'impossibilité d'analyser le problème féminin comme un phénomène autonome vidé de son contenu de classe. Les aliénations des femmes ne peuvent être dissociées des aliénations du capitalisme.
Notre amie Cécile Goldet a donné des précisions intéressantes sur la manière dont le gouvernement freine l'application de la loi sur l'avortement. Elle a annoncé la constitution, à la fédération de Paris, d'une Association. A ce propos, je rappelle, en terminant, que l'article 6 des statuts précise sans équivoque, que les problèmes des femmes dans la société et dans le Parti doivent être étudiés dans le sein même de notre Parti, à l'échelon local, départemental et national, sous l'impulsion d'un ou d'une secrétaire désigné politiquement et s'entourant de tous les concours nécessaires.
Il a été suggéré par bien des camarades que soient organisées, dans le courant de cette année, une ou deux journées d'études, de façon à ce que nous étudiions ensemble la manière dont le Parti célébrera l'année internationale de la Femme, de façon à harmoniser l'action menée en faveur des femmes dans l'ensemble du Parti.
Chers camarades, j'ai le plaisir enfin de vous dire que, d'après nos calculs, si les femmes représentaient dans ce Parti il y a 2 ans 10% des effectifs, elles seraient maintenant 17% de nos effectifs.
(Applaudissements)

Le président - Je voudrais demander au Congrès de bien vouloir accorder

l'attention toute aussi soutenue qu'il apporte à écouter nos militants du sexe masculin lorsque c'est un représentant du sexe féminin qui est à la tribune... (applaudissements). Ce serait là une façon extrêmement simple, pratique, de traduire dans les actes ce qui existe dans la lettre au sein du Parti : l'égalité de présence, d'écoute et d'attention à tous les militants, à quelque sexe qu'ils appartiennent.
(Applaudissements)
Nos camarades du Parti Socialiste italien ici présents désireraient rencontrer les dirigeants des fédérations du Pas-de-Calais, du Nord, de Seine-Maritime, du Haut-Rhin, sur les problèmes des boues rouges en France et en Italie. Que les camarades des fédérations intéressées que je viens de désigner veuillent bien se mettre en rapport avec Robert Pontillon pour voir comment une réunion pourrait être organisée avec nos camarades Socialistes italiens.
Je donne maintenant la parole à Gaston Defferre, fédération des Bouches du Rhône. Ensuite, ce sera Louis Mermaz.
(Applaudissements)

Gaston Defferre (Bouches du Rhône)

Stratégie de rupture avec la société capitaliste, crise du capitalisme mondial, internationalisation du capitalisme et emprise de plus en plus grande sur l'économie et sur la vie politique des sociétés multinationales, domination économique et volonté de domination politique des Etats-Unis d'Amérique, tout cela a été dit, n'est plus discuté, a été accepté par nos Congrès et nos différentes instances.
Ce qui est nouveau, c'est que, maintenant, nous assistons à une sorte de prise de conscience d'un nombre de Français de plus en plus grand, qui sont convaincus que la politique gouvernementale qui, pour lutter contre la hausse des prix, provoque l'augmentation du chômage, n'est ni juste, ni efficace.
Les erreurs de la Droite, ses liens avec les grands intérêts privés, donnent des chances à la Gauche, plus grande encore aujourd'hui que demain.
La question qui se pose pour nous est de savoir si nous sommes capables de faire face à cette situation.
Je voudrais examiner successivement trois questions :
. Le programme commun est-il toujours valable ?
. Suffit-il ?
. Comment devons-nous concevoir la vie intérieure de notre Parti ?
Le programme commun est-il toujours valable ? Oui. Bien sûr. Ce n'est pas au moment où l'économie française est mise au pillage par les grandes sociétés multinationales et, en particulier, par les sociétés pétrolières, que l'on pourrait contester, par exemple, la nécessité de procéder à de larges et vastes nationalisations. Et à propos de pétrole, je voudrais rappeler sans que, pour autant, je pense, cela constitue une provocation à l'égard de qui que ce soit, que j'ai été le premier, en tant que maire de Marseille, à déposer plainte avec constitution de partie civile, contre les sociétés pétrolières... (applaudissements).

Fondation Jean-Jaurès

Le programme commun suffit-il ? Ou devons-nous aller plus loin ? Nos camarades du CERES, dans la motion n°2, proposent un calendrier qui imposerait de réaliser en cent jours les plus importantes des réformes du programme commun. Personnellement, je suis partisan du système du calendrier, mais je pense que la proposition du CERES n'est pas suffisante... (mouvements divers)... car là, il faut bien vous rendre compte que si, demain, nous arrivons au pouvoir, nous nous heurterons aux grandes manœuvres de la fuite des capitaux, à la spéculation, aux attaques des sociétés multinationales, et sans doute aussi de la C.I.A. et du gouvernement américain (applaudissements). Ces attaques et ces manœuvres seront conjuguées avec celles de la Droite, et nous nous trouverons alors avec toutes les différences que cela comporte, j'insiste sur cela, dans une situation comparable à celle d'Allende. Allende a été élu Président de la République et a pris l'engagement de respecter scrupuleusement la constitution, la loi et les principes démocratiques. En face de lui, il a trouvé des adversaires qui ne respectaient ni la constitution, ni la loi, ni les principes démocratiques et qui étaient aidés, soutenus, financés, par une puissance étrangère, M. Kissinger l'a reconnu, qui a fait la guerre à l'unité populaire chilienne, non seulement sur le plan économique, mais en fournissant de l'argent et des armes aux adversaires d'Allende.

La question qui se poserait pour nous si nous arrivions au gouvernement, n'est pas celle de notre vie et de notre mort, c'est secondaire ; ce qui est important, c'est l'avenir de la France et du Socialisme. Nous n'avons pas le droit, si nous arrivions au pouvoir, de laisser se créer des conditions de notre défaite autrement que par les élections régulières et un combat loyal.

Alors, que faut-il faire ? Eh bien ! Camarades, d'abord, il faut se poser la question de savoir si nous avons nous-mêmes la détermination de mener ce combat et de le gagner. François Mitterrand, nous savons qu'il l'a. Il l'a prouvé, dans bien des circonstances, et dans la Résistance, et depuis (applaudissements).

Mais est-ce que cela suffit ? Camarades, je pense qu'il faut aller encore plus loin, car si nous nous trouvons en face d'adversaires qui ne respectent pas la légalité, il faut que nous soyons prêts et décidés à changer la légalité, pour combattre nos adversaires ! (vifs applaudissements)

Il faut que ce changement soit, si c'est nécessaire, une sorte de création continue. Nous serons dans la légalité mais nous serons efficaces contre ceux qui voudront nous combattre.

Et puis, camarades, il y a une autre chose qui est indispensable. Obtenir la confiance populaire, c'est difficile, mais la conserver quand on est au pouvoir, c'est souvent plus difficile encore. Alors, il faut dès maintenant penser à ce que nous ferons pour que, de la base au sommet, le sang circule, que du sommet à la base, les informations soient données. Quand un gouvernement de gauche doit franchir des obstacles difficiles, il peut y réussir. Nous l'avons vu en 1936, pendant notamment les premiers mois ; il peut y réussir tant qu'il jouit de la confiance et de l'appui des masses populaires.

Pour conserver cette confiance et cet appui, il faut organiser entre le gouvernement et les masses populaires un courant continu car le jour où cette

confiance ou cet appui diminuent, alors, le gouvernement manque de la force nécessaire pour combattre ses adversaires.
(applaudissements)
La notion de majorité silencieuse est une notion pour les hommes de droite. Nous n'avons pas, nous, à espérer une majorité silencieuse. La nôtre doit être une majorité en mouvement, animée par la base comme par le sommet.
Voilà, camarades, l'esprit dans lequel la fédération des Bouches-du-Rhône a voté la motion n°1 (applaudissements).
Et maintenant, je reviens à l'organisation interne du Parti. Nous savons tous, au point où nous en sommes, que la question qui se pose est de savoir s'il y aura synthèse sur les textes entre la motion n°1 et la motion n°2 et s'il y aura accord pour que nos camarades du CERES fassent partie, comme depuis Epinay, du Secrétariat du Parti Socialiste.
Il y a des arguments pour et il y a des arguments contre et mon devoir est de les examiner successivement à cette tribune.
Arguments pour.
C'est ensemble, c'est vrai, Jean-Pierre Chevènement le rappelait tout à l'heure, que nous avons constitué la majorité à Epinay, de justesse. C'est ensemble que nous l'avons encore constituée à Grenoble, il y a un peu moins de deux ans. Et nous pouvons nous féliciter des résultats obtenus par le Parti Socialiste.
Mais j'ai le droit de dire que, dans un parti où, moins que dans tout autre, il existe le culte de la personnalité, aujourd'hui, dans cette salle, il n'y a pas une seule photo de François Mitterrand - et tout à l'heure, une militante est venue me le reprocher, comme si j'en étais responsable !... (rires) - eh bien ! Il ne faudrait tout de même pas sous-estimer, négliger, omettre le rôle de François Mitterrand...(applaudissements)... car c'est lui qui a conclu le programme commun, c'est lui qui a été le promoteur et le réalisateur de l'union de la Gauche, c'est lui qui a mené le Parti au succès, et même dans un parti aussi démocratique et qui a un sens de l'éthique aussi développé que le nôtre, c'est une chose non seulement que nous devons reconnaître, mais dont nous devons nous féliciter... (applaudissements). L'union est un mot que l'on aime en France ; quand il s'agit des rapports avec nos partenaires ou nos camarades, à gauche, on dit "l'unité", à droite, en général, on dit "l'union" ; nous avons ainsi quelques conventions de langage ; à l'intérieur du Parti, on dit "l'union". Il est évident que, dans les circonstances actuelles, compte tenu notamment de la querelle que nous cherche le Parti Communiste, l'union serait une bonne chose.
Mais quels sont les arguments contre ?
D'abord, j'ai eu l'occasion de constater, bien que je n'appartienne pas au Secrétariat du Parti, siégeant au Bureau, et alors que j'ai, personnellement, sur le plan humain, des rapports excellents avec nos camarades du CERES, qu'il s'agisse de Chevènement, de Sarre, ou de Motchane, c'est-à-dire ceux que je vois aussi souvent, nos rapports aussi bien au groupe parlementaire qu'au Bureau du Parti sont empreints d'une très grande cordialité. J'en parle donc ici, non pas comme certains camarades qui ont pu être irrités, dans les sections ou dans les fédérations, par les attaques du CERES contre certains d'entre nous. Oh

Fondation Jean-Jaurès

! Les attaques personnelles, même parfois un peu perfides, ou quand on vous traite de "vieux", ce n'est pas très grave. D'abord, vous le savez, les jeunes, eh bien ! A leur tour, ils deviendront vieux... (rires et applaudissements)... et puis, la seule question qui se pose dans la vie, ce n'est pas de savoir si on vieillira ou si on ne vieillira pas, c'est inévitable, c'est de savoir si on a bien rempli sa vie Je peux dire, sans fausse modestie, que quand je me retourne, je constate qu'appartenant au Parti Socialiste depuis 1933, y étant resté et y ayant milité activement pendant la guerre, non seulement dans le Parti, mais dans la Résistance, j'ai derrière moi un long passé de militant. Alors, je souhaite à tous les jeunes qui se moquent un peu de mes cheveux blancs, à mon âge, d'avoir un aussi long passé de fidélité au Parti, un aussi long passé de militant et de se sentir aussi jeune ! (applaudissements) J'en veux pour preuve mes bons rapports personnels avec nos jeunes camarades du CERES.

Mais au Secrétariat, au Bureau, au Comité directeur, depuis maintenant quelques années, nous avons assisté, à chaque réunion, à une sorte de Congrès ; chaque fois, tout est remis en cause ; c'est comme si le Congrès ne s'était pas prononcé ; on recommence. Cela finit par être un peu lassant. Et puis surtout, c'est grave, car dans une certaine mesure, cela paralyse et cela entrave l'efficacité.

Et puis, je m'en excuse auprès des camarades du CERES, mais je crois qu'il faut qu'au moins un ou deux d'entre nous parle quand même clairement. Si l'union à l'intérieur de la direction du Parti ne doit servir qu'à faciliter la conquête de la direction du Parti, par des moyens qui sont souvent discutables, alors, camarades, il faut le dire clairement, et alors l'union n'est pas souhaitable.

(Applaudissements)

Il faut que la situation soit nette, camarades. Rien n'est pire que la confusion.

Si la synthèse intervient, je demanderai à la Commission des résolutions, et s'il le faut au Congrès, que des engagements précis soient pris par tous, non seulement par nos camarades du CERES, mais par tous ceux qui devront parvenir à la direction du Parti, que des garanties soient données, et qu'il soit prévu des sanctions. Car on ne voit pas pourquoi dans la vie, quand on commet une faute, on serait sanctionné, et quand on est à la direction du Parti, quand on commet une faute, on ne serait pas sanctionné.

(Applaudissements)

La sanction la plus simple, camarades, c'est la révocation. Il faut qu'un camarade qui est en faute, et qui a commis une faute grave à l'égard du Parti, ait pour sanction le retrait du mandat qui lui a été donné. (Applaudissements)

Je voudrais maintenant, camarades, aborder très brièvement le problème de nos rapports avec le Parti Communiste. Je suis heureux que notre camarade Laurent soit là pour qu'il puisse m'entendre.

D'abord, je crois que nous devons le faire avec un complet sang-froid. Je crois qu'un homme politique a pour premier devoir avant toutes choses d'être maître de ses nerfs, et de ne jamais se laisser entraîner sur un chemin qu'il ne doit pas suivre parce que son Parti ou lui-même ont été l'objet d'un certain nombre d'attaques.

Le Parti Communiste a pris l'habitude de transformer un certain nombre

d'affirmations en vérités à force de les répéter. Cette habitude lui a servi dans le passé. Il est arrivé non seulement que les militants Communistes croient ce qui était écrit par exemple dans l'Humanité, mais même que les militants Socialistes en soient convaincus, même quand ce n'était pas vrai.
Mais aujourd'hui, avec la radio, les transistors, avec la télévision, il n'en est plus ainsi, et quand nous sommes attaqués, critiqués pour quelque chose que nous n'avons pas dit ou que nous n'avons pas fait, le Parti Communiste a beau le répéter indéfiniment, cela ne passe plus ! Et je me permets très amicalement de dire aux Communistes que je crois que cette méthode n'est pas bonne, et qu'ils devraient y renoncer. (Applaudissements)
En ce qui concerne l'Humanité, elle a une conception particulière du journalisme. Quand nous sommes mis en cause dans l'Humanité et que nous écrivons, nos lettres ne sont pas publiées. Est-ce que vous imaginez, par exemple, qu'ayant été mis en cause par l'Humanité, je vais faire un procès au terme de la loi de 1881 pour imposer à l'Humanité de publier ma réponse ? Bien sûr, je ne le fais pas. Mais je constate que la loi n'est pas respectée, et que quand nous soutenons une thèse à une radio périphérique ou nationale, et que l'Humanité en rend compte, il y a des coupures qui déforment nos propos et notre pensée. (Applaudissements). Je pense qu'entre partenaires du programme commun, il ne devrait pas en être ainsi.
Et puis je voudrais dire une chose qui est, me semble-t-il, au cœur du débat. Je voudrais, pour le dire, si j'en suis capable, employer le maximum de précautions oratoires.
Quand nous avons signé le programme commun, nous, Socialistes, nous étions à la fois par le nombre de militants, par le nombre d'adhérents, par le nombre d'électeurs, le deuxième parti de la Gauche. Nous avons le sentiment, les sondages le disent - bien sûr seules les élections pourront le vérifier - qu'au point de vue des électeurs - je ne confonds pas avec l'appareil du Parti, les militants, les permanents, etc.- nous sommes devenus le premier parti de la Gauche…(Applaudissements)... Est-ce que nous le resterons ? Est-ce que les élections le confirmeront ? Nous n'en savons rien. Mais je suis convaincu que dans cette salle, quels que soient nos tendances, les courants auxquels nous appartenions, il n'y a pas un seul camarade qui n'accepte pas cette règle d'être le premier ou le second parti, suivant la façon dont l'opinion apprécie le comportement de notre organisation.
Or, et c'est la question que je pose, nous avons le sentiment que le Parti Communiste n'accepte pas d'être le deuxième parti de la Gauche.
Nous ne souhaitons pas, et je prie nos camarades Communistes de le croire, diminuer ou réduire en quoi que ce soit l'influence du Parti Communiste, nous souhaitons nous développer, et quand on se développe, qu'on le veuille ou non, quand un parti grandit, quand on gagne des voix aux élections, on en prend partout. Nous cherchons à en prendre surtout à Droite, et c'est la stratégie, la tactique de notre Parti, mais si au moment où nous gagnons des voix, le Parti Communiste n'en gagne pas, je considère qu'il n'a pas le droit de nous en faire le reproche et de porter atteinte ainsi à l'union de la Gauche !

Fondation Jean Jaurès

(Applaudissements)
J'en arrive à ma conclusion. J'ai essayé d'être bref pour rester dans le temps de parole qui m'était donné.
Notre objectif, notre stratégie sont clairs, c'est maintenir et développer l'union de la Gauche. Sur des bases claires ? Oui, sur des bases claires. Mais il est aussi indispensable que les rapports entre partenaires de l'union de la Gauche soient des rapports empreints de dignité, de respect mutuel. Il faut qu'il existe entre nous un climat de confiance. Comment pourrions-nous espérer obtenir que la majorité des Français nous fassent confiance, si nous n'avons pas confiance entre nous, s'il n'existe pas de confiance, une confiance véritable, entre les partenaires de l'union de la Gauche ?
Ayons confiance en nous, camarades. Faisons-nous confiance entre nous, Socialistes, d'abord, camarades. Que la confiance règne entre partenaires de l'union de la Gauche. Alors nous mériterons de gagner la confiance de la majorité des Français, et nous pourrons enfin commencer à construire le Socialisme.
(Applaudissements)

Le président - Je suis chargé de vous donner une information.
La fédération des Landes porte à la connaissance du Congrès qu'un nouveau conflit social vient d'éclater avant-hier à Dax, à la SIETAM. 170 ouvriers spécialisés en mécanique de précision sont en grève depuis 48 heures pour des revendications de salaires.
Le président directeur général de cette entreprise a refusé d'engager toute discussion avec son personnel.
Ce conflit vient s'ajouter à ceux déjà existant dans l'industrie du bois, très importante activité de ce département.
Le Congrès sans doute voudra exprimer sa solidarité totale avec ces travailleurs engagés dans une lutte difficile.
(Applaudissements)
Nous allons entendre maintenant notre camarade Louis Mermaz, fédération de l'Isère. Je vous propose que ce soit le dernier camarade que nous entendions ce matin. Après l'intervention de Mermaz, le Bureau vous fera des propositions pour l'organisation de notre travail de la journée.
Je donne la parole à Mermaz.
(Applaudissements)

Louis Mermaz (Isère)

Chers camarades, au même moment l'une des principales formations de droite tient ses assises. Les comptes-rendus que nous avons de ces travaux révèlent que les Républicains Indépendants sont très préoccupés de considérations électorales, de lois électorales, de remembrements politiques entre eux. Les Républicains Indépendants de Valéry Giscard d'Estaing, l'U.D.R. de Chirac, la fédération des Centres, la Confédération des Centres, tels sont les problèmes qui

Fondation Jean Jaurès

retiennent leur attention. Les comptes-rendus qui nous parviennent ne semblent pas indiquer qu'une grande attention soit réservée dans ces instances là ni aux problèmes idéologiques, ni plus modestement aux questions de programme.
Tout à fait différente, sinon opposée, est la nature de nos travaux. Nous parlons peu d'élections, les élections pour nous sont une modalité parmi d'autres de notre action et de notre combat. Les motions qui sont en présence ont pour but de nous aider, Parti Socialiste, à réfléchir sur notre nature, sur notre identité, à définir nos objectifs.
Le Congrès de Pau se situe à un moment très important de l'histoire de notre pays, de l'histoire du mouvement ouvrier dans notre pays, et se situe à un moment où la crise, pour nous la crise du capitalisme international, commence d'atteindre durement la France.
Les problèmes de l'emploi, la montée du chômage, la hausse des prix, l'effondrement des revenus paysans, bref autant d'éléments qui retiennent notre attention et qui sont présents à travers les diverses motions, même si les choses sont exprimées, comme il est normal dans un Congrès Socialiste, en termes plus généraux, parfois abstraits.
Mon intervention visera à réfléchir avec vous sur ce qu'est en train de devenir notre Parti, et dans un second moment à réfléchir sur l'utilité respective des deux principales motions sur lesquelles nos camarades se sont déjà comptés.
Le Parti Socialiste, depuis le Congrès d'unification des Socialistes d'Epinay, et depuis le Congrès de Grenoble, n'a cessé de grandir. Il est passé de quelque 85 000 adhérents à 150 000 adhérents. Il est maintenant présent dans tous les départements, bientôt il sera implanté dans tous les cantons de France.
Le Parti Socialiste non seulement s'est développé en nombre, mais la qualité, la valeur militante de ses adhérents s'est considérablement renforcée, et en cela nous sommes les héritiers authentiques des plus grandes heures du Socialisme français.
Notre Parti également a élaboré un programme qui reste valable, et qui par bien des aspects est un programme audacieux. Nous avons été, nous le répétons sans vantardise, mais avec grande fierté, parmi les auteurs principaux du programme commun de la Gauche.
Enfin les assises du Socialisme nous ont permis de franchir probablement la dernière étape d'unification des forces Socialistes en France, et de faire de ce Parti un parti très fidèlement attaché à la fois aux grands objectifs de la pensée Socialiste, de la pensée marxiste, et également au projet de société autogestionnaire.
Un Congrès est pour nous une fois de plus l'occasion de réfléchir sur la nature de notre Parti et sur les thèmes d'action qui doivent être les nôtres.
Notre vocation est le rassemblement politique, le rassemblement politique à travers toutes les campagnes d'information, à travers les élections que nous ne désignerons jamais du terme folklorique "élection trahison" ; les élections sont les temps forts de la vie politique et permettent aux masses de prendre conscience de la nécessaire unité du regroupement autour et au sein des grands partis de Gauche.

Collection Jean Jaurès

En 1973, 10 millions de Français se sont rassemblés autour du programme commun. En mai 1974, autour de François Mitterrand, candidat de l'union de la Gauche, défenseur des options fondamentales du programme commun, 13 millions de Français se sont reconnus.
Le Parti Socialiste est ainsi devenu une des composantes essentielles et l'une des plus dynamiques du rassemblement de toutes les forces de Gauche.
Mais notre Parti est de plus en plus un parti présent sur tous les terrains de lutte, lentement mais avec une grande constance. A travers toute la France, nous créons des sections et des groupes d'entreprise, nous développons notre presse d'entreprise, et nous avons tous conscience que l'implantation en milieu ouvrier, à travers les sections d'entreprise, par la diffusion accrue de la presse d'entreprise, est la tâche commune à l'ensemble du Parti.
Ce Parti se doit également de renforcer et d'améliorer son organisation. Il existe chez nous des courants de pensée qui parfois, le temps d'un Congrès plus précisément, s'exacerbent en tendances, mais il faut que nous ayons tous conscience que nous sommes les militants d'un seul et même parti, que nous mettons au sein de notre organisation les intérêts de ce parti au dessus de tout, et que derrière les intérêts du Parti, au service de la classe ouvrière et des travailleurs, les tendances doivent s'effacer.
(applaudissements)
Le Parti doit être un parti rassemblé autour des organismes responsables dont il se dote à l'occasion de chaque Congrès, un parti dynamique, qui accorde la plus grande importance à la circulation de l'information, aux tâches de formation essentielles, car les trois quarts de nos adhérents sont venus à nous depuis quatre ans et demi au moins, un parti rigoureux quant au respect des engagements pris, quant à l'approfondissement de son programme, et quant au développement de sa réflexion idéologique; mais un parti également ouvert, un parti rayonnant, un parti dénué de tout sectarisme, un parti sans cesse désireux d'amener à lui de nouvelles couches sociales.
Le Parti Socialiste, héritier là aussi d'une longue tradition centenaire, a conscience de la nécessité de renforcer son idéologie. Nous avons conscience de l'importance de la lutte de classes au plan national et au plan international. Nous avons conscience que l'action des Socialistes s'inscrit dans un vaste mouvement international, et c'est pourquoi nous sommes heureux de la présence fraternelle à nos côtés de délégations étrangères, plus nombreuses à chaque Congrès.
Nous avons conscience également d'avoir définitivement opté pour la rupture avec la société capitaliste et avec le capitalisme. Le Parti Socialiste, parti de lutte de classes, parti ayant rompu avec la société capitaliste, est en train de devenir mois après mois un parti qui bientôt aura le droit de se caractériser, un parti de masse.
S'il y eut parfois au Parti Socialiste des tentations social démocrates, je crois qu'on peut affirmer aujourd'hui que celles-ci sont en voie de disparition rapide, et que notre Parti sera de plus en plus un authentique Parti Socialiste, capable de participer au rassemblement du front de classe des exploités autour de la classe ouvrière.

Fondation Jean Jaurès

(Applaudissements)
Cela, nous le disons sans aucune vantardise, car nous avons également conscience que ce Parti Socialiste est un parti en voie de construction. L'ardeur de nos débats, certaines diversités dans les propositions, sont précisément la conséquence du fait que ce parti est un parti qui se transforme, qui est très loin encore d'être parvenu à son état d'achèvement.
Les militants ont des devoirs : s'informer, se former. Leurs responsables également ont des devoirs : entretenir des relations étroites à tous les échelons. Mais il est très important que dans la grande tradition ouvrière nous maintenions les échanges les plus fraternels et les plus étroits entre les militants et les élus. Il n'y aurait rien de plus dangereux que d'opposer les militants et les élus, alors que les uns et les autres doivent être des militants achevés. (applaudissements)
Le Parti Socialiste est un parti qui développe donc son action à la fois au plan des grandes campagnes politiques qui débouchent sur les élections, sur le terrain de toutes les luttes, mais c'est un parti qui, du point de vue idéologique, a également conscience que les vieux enseignements du Socialisme, qui ont déjà permis de faire changer tant de choses à travers le monde, restent valables.
Nous sommes le Parti qui affirme la nécessité de la conquête du pouvoir d'Etat, du contrôle des masses sur ce pouvoir d'Etat. Nous sommes le Parti qui croit éternellement valable la formule de l'appropriation collective des grands moyens de production et d'échange... (applaudissements) le Parti qui a inscrit dans son programme, et qui a consigné dans le programme commun, la nécessité d'une planification démocratique, condition de la réalisation et du renforcement de la conquête du pouvoir d'Etat, (applaudissements). Mais nous sommes également, dans ce parti, quasi unanimes à penser qu'il n'y a aucune antinomie - au contraire, les deux choses sont complémentaires - entre cette volonté de conquête du pouvoir d'Etat et d'appropriation collective des grands moyens de production et d'échange, d'une part, et la nécessité d'appliquer l'autogestion dans les entreprises, de réaliser la démocratie à la base, afin de se protéger de toute perversion bureaucratique. (applaudissements)
La responsabilité des travailleurs dans l'entreprise, dans le cadre des objectifs du Plan, est pour nous une garantie de la défense et de la promotion de toutes les libertés. Citoyen dans la cité, responsable dans l'entreprise, tel est, pour nous, le Socialiste de demain.
Le Parti Socialiste est un parti dont on nous dit, et cela nous est agréable, qu'il dispose désormais d'un potentiel électoral de quelque 34% de voix au niveau du corps électoral français. Nous avons enregistré avec intérêt le résultat des élections partielles de septembre dernier ; nous enregistrons avec intérêt le résultat des élections cantonales qui s'égrènent de dimanche en dimanche, et de quelques élections municipales. Nous avons conscience de recueillir ainsi le fruit d'un travail d'équipe, animé par notre leader, François Mitterrand. Nous avons conscience de capitaliser ainsi l'action que nous menons en faveur de l'union de la Gauche, dont nous ne prétendons pas être les meilleurs artisans - cela serait de l'orgueil excessif et inutile - mais dont nous voulons être les meilleurs artisans jour après jour, semaine après semaine.

Dans nos Congrès, dans le pays, dans les entreprises, nous entendons parler partout le même langage de responsabilité, parler le même langage à nos militants, parler le même langage aux électeurs, parler le même langage aux travailleurs, être responsables et ne succomber dans aucune démagogie. Or, si depuis quelques mois il y a des difficultés qui nous attristent entre le Parti Socialiste et le Parti Communiste, c'est probablement parce que nous ne sommes plus, ou ne serons jamais plus, un parti social-démocrate, mais parce que nous sommes en train de devenir un authentique Parti Socialiste. (applaudissements)

Par notre silence, qui n'est pas un silence étrange mais qui est un silence responsable et soucieux des intérêts de toute la Gauche, nous avons déjà, sans polémique inutile en ce qui nous concerne, obligé nos partenaires à réfléchir sur la nature et le volume des critiques qu'ils nous adressent ; nous les avons même obligés, nous semble-t-il, à déplacer déjà le débat. Lorsqu'ils disent que le Parti Socialiste est peut-être un parti réformiste, alors qu'eux seraient un parti révolutionnaire, ils changent le ton de la polémique dont ils ont pris, à un certain moment, l'initiative, et nous leur répondrons simplement qu'il ne doit pas y avoir entre eux et nous de vaine et inutile concurrence, que nous prétendons, en ce qui nous concerne - mais c'est également leur cas et nous en avons conscience - être les uns et les autres les représentants authentiques de la classe ouvrière. (applaudissements)

Nous sommes persuadés de l'utilité, bien entendu, de nos deux partis et du type d'action de nos deux partis. Héritiers involontaires d'une situation à laquelle ni les uns ni les autres n'eûmes la moindre part, nous avons conscience de la complémentarité de l'action de nos deux partis et parce que précisément le Parti Socialiste est à nouveau entièrement lui-même, un terme, qui parfois nous blessait, ou nous irritait, que nous entendions sur tous les postes de radio et que nous lisions dans tous les journaux, à une époque où on nous désignait comme "la Gauche non Communiste", a disparu ; aujourd'hui on dit : "le Parti Socialiste", et on dit même plus simplement "le P.S.", ce qui est signe que nous existons vraiment à part entière. (vifs applaudissements)

Nous savons que dans sa longue et glorieuse histoire le Parti Communiste a tantôt pratiqué la politique d'affirmation de lui-même, de ses objectifs, de sa doctrine, ce qui l'a amené plus ou moins vigoureusement depuis 1921, à travers le monde, à s'opposer aux autres partis, mais nous savons qu'il a également, avec la même ardeur, à d'autres périodes, pratiqué la politique des fronts. Nous pensons qu'en France la politique des fronts demeurera à l'ordre du jour, nous pensons que le moment viendra où nos camarades Communistes prendront conscience de la nécessité, en ce qui les concerne, de débloquer une situation qu'ils ont quelque peu malencontreusement contribué à bloquer.

Les Communistes ont la parole. Les Socialistes ne sont pas fermés à des initiatives qui pourraient permettre un déblocage, à condition qu'il y ait fraternité et bonne foi des deux côtés.

La motion 1, dont nous sommes signataires, affirme très nettement que dans le cadre de l'union des forces de gauche - partis politiques et grandes centrales

Fondation Jean Jaurès

syndicales - les actions communes, sur tous les terrains où des problèmes se posent, défense de l'emploi, défense des grévistes, défense des libertés, ont continué et se poursuivront, mais pour que nous puissions à nouveau connaître de grandes actions communes au plan national, capables de rasséréner et d'enthousiasmer l'ensemble des militants ouvriers, il faut que nos camarades Communistes prennent conscience de la nécessité de faire cesser cette polémique qui, si elle se poursuivait, constituerait un gigantesque et inutile cadeau fait aux forces de droite.
(applaudissements)
J'en viens maintenant, dans ma conclusion, à ce qui oppose sur certains points la motion n°2 et la motion n°1.
Beaucoup de ressemblances, et c'est normal puisque les uns et les autres, depuis quatre ans, sommes associés à la direction du Parti. Qu'il s'agisse de propositions pratiques, qu'il s'agisse de points de doctrine, que de ressemblances entre le texte n°1 et le texte n°2 !
Il y a quelques différences. La preuve, c'est qu'au cours d'une longue mais amicale réunion en Commission de synthèse, nos camarades du courant 2 nous ont proposé quelque 21 amendements. Cela veut-il dire qu'ils nous prendraient pour des mencheviks ? Et eux se prendraient-ils pour des bolcheviks ? 21 amendements... 21 propositions, (applaudissements et protestations)... Ce serait du niveau du canular d'étudiant, s'il en était ainsi ! (applaudissements)... 21 amendements, ou 21 propositions, sur des points de détail, sur des points marqués au coin d'un certain humour, et sur des points plus sérieux. Est-ce que ces 21 amendements tendent à transformer le texte n°1 en texte n°2 ? La suite des débats de notre Congrès et la prochaine réunion de la Commission des résolutions nous permettront de voir plus clair de ce point de vue.
Nous pensons qu'il est un aspect très important qui nous différencie notamment, c'est la manière d'aborder le grand problème de l'incarnation des intérêts du mouvement ouvrier et d'aborder la phase actuelle des difficultés qui nous opposent au Parti Communiste Français.
Nous pensons que les camarades signataires de la motion n°1, tout aussi soucieux que leurs camarades de préserver les intérêts de l'union, agissent avec plus de méthode, plus de sang-froid et plus de rigueur dans cette affaire. (applaudissements). La motion n°1 est de ce point de vue certainement infiniment plus responsable et nous pensons que le très grave problème de nos rapports entre le Parti Socialiste et le Parti Communiste ne doit être l'objet d'aucune surenchère à l'intérieur du Congrès mais l'objet d'un travail collectif, profond et très sérieux, car dépend du résultat de nos travaux sur ce plan-là l'avenir, disons-le tranquillement, de la Gauche, de la Gauche tout entière. (applaudissements)
Gaston Defferre a abordé, il y a un moment, le problème du type de parti que nous voulons construire. Nous voulons construire un parti ouvert, un parti discipliné, un parti responsable, un parti au contact du pays, un parti qui, comme je le soulignais tout à l'heure, souhaite réaliser un véritable mixage des élus et des militants, étant entendu que le contrôle des élus par les militants est une

doctrine constante du Parti Socialiste.
Nous voulons construire un parti dans lequel il y ait logique et cohésion et le reproche, amical mais ferme, que nous ferons à nos camarades de la motion 2, c'est de ne pas se comporter de bout en bout de leur mandat avec toute la solidarité nécessaire vis-à-vis de la majorité de la direction politique, dans laquelle ils sont pourtant partie prenante à des postes et à des niveaux de responsabilité très importants. (applaudissements) Il n'est pas possible de faire partie à la fois d'une majorité et, lorsque le moment est venu de rendre compte du travail accompli, de se séparer de cette majorité-là et de ces responsables politiques-là.
Nous estimons qu'il y a plus urgent, plus important à faire que de conquérir le Parti Socialiste, ou la direction du Parti Socialiste ; il y a à conquérir le pouvoir pour le Parti Socialiste et pour l'ensemble de la Gauche. (très vifs applaudissements) Toute tâche qui nous placerait en position d'introversion serait très dangereuse dans la mesure où elle diminuerait nos forces.
Le Congrès terminé, une immense tâche nous attend, dirigée vers l'extérieur : il faut pouvoir nous adresser à la classe ouvrière, au pays, au peuple de France, il faut que les querelles de courant à courant, de tendance à tendance, s'effacent derrière l'intérêt général du Parti et nous pensons que cette notion-là est partie intégrante du débat que nous aurons, dans les heures qui nous restent au Congrès, et au niveau de la Commission des résolutions.
Le Parti Socialiste est un parti qui se développe, un parti qui se renforce ; c'est un parti dont l'action est appelée à se prolonger au niveau international. Pour cette tâche capitale, pour cette tâche essentielle, il faut que nous soyons unis, cohérents, courageux, au service du Socialisme.
(Vives acclamations)

Le président - Une information encore de la fédération du Rhône, qui nous fait connaître que la direction de Rhône-Poulenc a décidé de fermer un atelier de Vaulx-en-velin. 800 travailleurs sont menacés de licenciement. Les organisations du Parti ont d'ores et déjà pris toutes dispositions pour contribuer au développement de la lutte des travailleurs contre cette mesure scandaleuse. (applaudissements)
Comme je vous le disais tout à l'heure, nous vous proposons d'arrêter là notre séance plénière de ce matin. Pour la poursuite de nos travaux, voici ce que nous vous proposons :
Reprise de la séance plénière cet après-midi à 15 h pour continuer notre débat général. D'ici là, les camarades du courant 1 sont priés de rester encore quelques instants dans cette salle pour poursuivre leur réunion d'hier après-midi, les auteurs de l'amendement à la motion 1 demandent aux militants qui ont voté cet amendement de se retrouver à 14 h 45 à la salle 4, enfin le courant 3 se réunira à 15 h., salle 3, et le courant 2 à 14 h 30, salle 2.
La séance est levée.

Fondation Jean Jaurès